



CHAPITRE 131

CHAPTER 131

Loi concernant la municipalité scolaire
de la cité de Salaberry-de-Valleyfield

An Act respecting the School Municipal-
ity of the city of Salaberry de Valley-
field

[Sanctionnée le 29 mars 1950]

[Assented to, the 29th of March, 1950]

Préam-
bule.

ATTENDU que la municipalité scolaire de la cité de Salaberry-de-Valleyfield a représenté, par sa pétition, qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de ses affaires, qu'une loi soit passée, lui permettant d'imposer et de percevoir, dans les limites de son territoire, une taxe d'éducation de un pour cent;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à la demande contenue dans cette pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Taxe d'é-
ducation
autorisée.

1. Pour fins d'éducation, la municipalité scolaire de la cité de Salaberry-de-Valleyfield peut, par résolution, décréter et imposer, pour le laps de temps déterminé dans la résolution, un impôt spécial de un pour cent (1%), de même nature, établi sur les mêmes bases, sauf le pourcentage de l'impôt, avec les mêmes effets et sujet aux mêmes exemptions que la taxe actuellement en vigueur et prévue par l'article 118c de la loi 22 George V, chapitre 111, édicté par l'article 6 de la loi 4 George VI, chapitre 87, et ses modifications.

Prélève-
ment, etc.

Cet impôt spécial est prélevé et perçu dans le même territoire, au même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu de l'article 118c de

WHEREAS the School Municipality of the city of Salaberry de Valleyfield has, by its petition, represented, that it is in the interest of the proper administration of its affairs that an act be passed empowering it to impose and levy, within the limits of its territory, an education tax of one per cent;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Preamble.

1. For educational purposes the School municipality of the city of Salaberry de Valleyfield may, by resolution, order and impose, for the period of time fixed in the resolution, a special tax of one per cent (1%), of the same kind, established on the same basis, save the rate of the tax, with the same effects and subject to the same exemptions as the tax presently in force and contemplated by section 118c of the act 22 George V, chapter 111, enacted by section 6 of the act 4 George VI, chapter 87, and its amendments.

Educa-
tion tax
authoriz-
ed.

Such special tax shall be levied and collected in the same territory, at the same time, in the same manner, under the same conditions and with the same sanctions as the tax levied under section

Levy, etc.

la loi 22 George V, chapitre 111, édicté par l'article 6 de la loi 4 George VI, chapitre 87, et ses modifications.

118c of the act 22 George V, chapter 111, enacted by section 6 of the act 4 George VI, chapter 87, and its amendments.

Partage,
etc.

2. Cet impôt doit être distribué et partagé de façon que la commission scolaire catholique et la commission scolaire ou les syndics protestants des territoires assujettis à cet impôt reçoivent respectivement une proportion basée sur le nombre d'élèves d'âge scolaire fréquentant les écoles dans le territoire où ils résident.

2. Such tax shall be distributed and divided in a manner that the Catholic School Commission and the Protestant School Commission or trustees of the territories subject to such tax shall respectively receive a proportion based upon the number of pupils of school age who attend schools in the territory where they reside.

Défaut
d'entente.

A défaut d'entente entre les parties pour établir cette proportion, la décision du surintendant de l'instruction publique à ce sujet est définitive.

In default of any agreement between the parties to establish such proportion, the decision of the Superintendent of Education in this matter shall be final.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

Division,
etc.

Failure to
agree.

Coming
into force.